

Unité départementale de la DREAL de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 LA ROCHE SUR YON
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.78.20
Réf. DREAL/UD85 : ENV – D.24.049
Réf. Préf. : dossier n°96/0563
n° GUN/AIOT : 0006300810

La Roche sur Yon, le 22 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement CTCV CARRIERES implanté à La Roche Guillaume 85220 Landevieille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée suite au signalement de la DREAL par l'Office française pour la biodiversité d'une pollution des ruisseaux de l'Edmondière et de La Roche Guillaume.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CTCV CARRIERES
- La Roche Guillaume 85220 Landevieille
- Code AIOT : 0006300810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de la carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ-1-581 du 19 novembre 2015 pour une durée de 20 ans. Le gisement exploité est une roche massive (gneiss/rhyolite). La production maximale autorisée est de 950 000 t/an (750 000 t/an en moyenne). Des installations de traitement de matériaux sont également présentes pour une puissance totale de 2 500 kW.

Thèmes principaux de l'inspection :

- gestion des eaux (superficielles/pluviales) sur la carrière ;

- suivi environnemental en matière de rejets aqueux, suite à signalement de pollution dans l'environnement.

Les références réglementaires pour ce contrôle sont :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la carrière n°15-DRCTAJ-1-581 du 19/11/2015,
- l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières¹.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

¹ NOR : ENVP9430348A

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des eaux pluviales et d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.2-§2 et 4	<u>Mesures d'urgence</u> , Mise en demeure respect de prescription, Prescriptions complémentaires	<u>8 jours</u> 15 jours 15 jours puis tous les mois
2	Paramètres à analyser et valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.3§4 et 5	<u>Mise en demeure, respect de prescription</u> Prescriptions complémentaires,	<u>1 mois</u> 12/18 mois
5	PGD et caractérisation des déchets issus des bassins/cuves de décantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis-§2 1 ^{er} tiret	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Surveillance des rejets aqueux (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.1	Sans objet
4	Surveillance du milieu (fréquence)	Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite d'un signalement transmis au préfet, faisant état d'une pollution du Jaunay, et d'investigations menées par l'OFB le 5 février 2024, l'inspection de l'environnement de l'UD DREAL et de l'OFB se sont rendues le 8 février 2024 sur le site de la carrière pour un contrôle de l'établissement. Ce contrôle a permis d'identifier le ruissellement d'eaux pluviales sur un aménagement de la zone Sud, comme étant à l'origine de la pollution.

Les eaux pluviales acidifiées au contact des matériaux de l'aménagement ruissellent naturellement vers le ruisseau de l'Edmondière qui traverse le site. L'abaissement du pH dans le ruisseau de l'Edmondière favorise la précipitation des composants de la roche (type fer) tapissant le lit du ruisseau, puis de La Roche Guillaume, constituant ainsi un dépôt rougeâtre.

Il est en outre constaté une non conformité sur le paramètre Matières en Suspension au niveau du rejet autorisé de la carrière (fosse ouest), ainsi qu'un rejet non autorisé (fosse est).

Suite à ces constats l'inspection propose :

- un **arrêté de mesures d'urgences** pour la suppression du ruissellement des eaux pluviales de la plateforme Sud-Est vers le ruisseau de l'Edmondière sous 8 jours ;
- un **arrêté de mise en demeure** pour le retour à la conformité des rejets aqueux sur les matières en suspension sur la fosse Ouest (1 mois) et la gestion des eaux des fosses de la carrière conformément à l'arrêté d'autorisation (15 jours) ;
- un **arrêté de prescriptions complémentaires** pour ajouter des paramètres (métaux notamment) et des points de mesures (3 points dans le ruisseau de l'Edmondière – 1ère analyse sous 15 jours puis tous les mois et un point de mesure sur le bassin d'infiltration des eaux pluviales de la plateforme Ouest) au suivi déjà prescrit par l'arrêté d'autorisation de 2015 et, la remise d'une étude de compatibilité des rejets de la carrière avec le milieu sous 12 mois, ainsi qu'une étude technico-économique basées sur les conclusions de l'étude de compatibilité sous 18 mois.

Au vu des indices d'acidification des rejets, le plan de gestion des déchets d'extraction doit être modifié pour tenir compte des boues des bassins/cuves de décantation en procédant notamment à la caractérisation des boues selon la réglementation (action corrective attendue sous 3 mois) et éventuellement à la régularisation administrative de la rubrique 2720 selon la nature des boues.

2-4) Fiches de constats

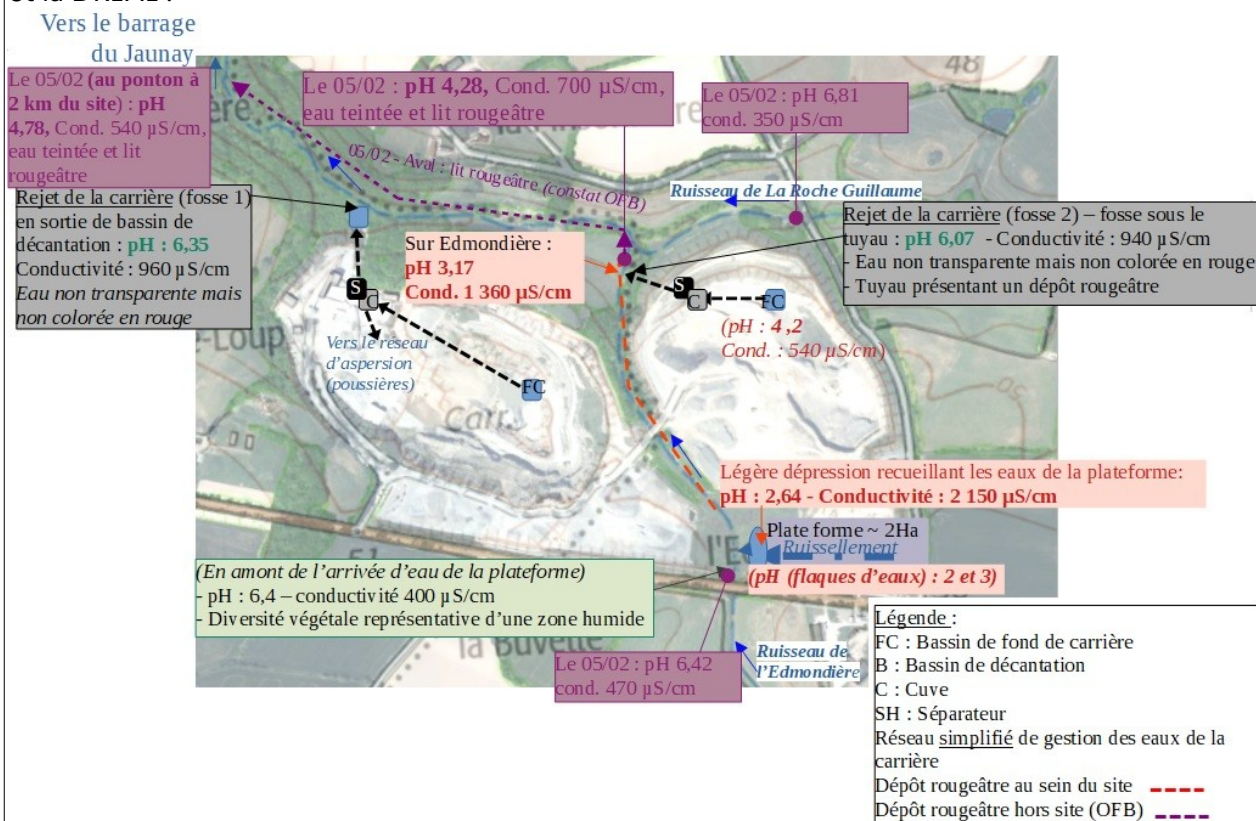
N° 1 : Gestion des eaux pluviales et d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.2-§2 et 4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Les eaux sont gérées de la manière suivante (hors plate-forme alimentant la zone humide conformément à l'article 4.3.2 du présent article) : <u>les eaux pluviales internes à la carrière et les eaux d'exhaure s'infiltreront ou sont dirigées vers un bassin de stockage en fond de chaque fouille avant d'être dirigées pour traitement vers un bassin tampon situé dans chaque excavation sur un palier supérieur.</u> Les eaux du bassin tampon de la fosse Ouest rejoignent le bassin tampon de la fosse Est. Les eaux sont ensuite dirigées vers deux séparateurs puis vers le bassin en place au Nord du site avant rejet vers le milieu extérieur. [...] Les ouvrages sont correctement dimensionnés afin de respecter les conditions de rejets supra.
Constats : Ce contrôle fait suite au constat réalisé par l'OFB le 5 février 2024 d'une pollution des ruisseaux de l'Edmondière et de La Roche-Guillaume en aval de la carrière de La Roche Guillaume – <i>cf plan 1 ci-dessous</i> . Ce constat fait état d'une coloration rouge avec colmatage du lit de ces deux ruisseaux. Les mesures montrent un pH relativement bas et une conductivité marquée dans les ruisseaux. Au sein du périmètre de la carrière, le ruisseau de l'Edmondière a fait l'objet pendant le contrôle de plusieurs mesures de pH et de conductivité, qui ont permis d'identifier la plateforme créée avec les matériaux de la carrière, en septembre/octobre 2023, au Sud de la fosse Est comme source possible d'acidification des eaux pluviales. Les eaux de ruissellement de la plateforme sont naturellement collectées par le ruisseau de l'Edmondière dont le lit est colmaté par un dépôt rougeâtre d'épaisseur variable sur plusieurs mètres après la confluence des eaux de la plateforme.

En amont de cette confluence, le pH, la conductivité et la végétation sont représentatives d'un ruisseau sans pollution.

En outre, il est constaté un rejet de la fosse est vers le ruisseau de l'Edmondière qui montre un dépôt rougeâtre au niveau du conduit de rejet.

Le plan ci-dessous retrace les constats réalisés les 05/02/2024 par l'OFB² et le 08/02/2024 par l'OFB et la DREAL :



Plan 1. Résumé des constats réalisés sur site le 08/02/2023 (et hors site par l'OFB le 05/02/2024) et planche photographique en annexe

Postérieurement au contrôle du 8 février, et suite à un nouveau signalement, l'OFB s'est rendue sur le site le 21 février 2024 pour constater une dégradation de la situation, avec un abaissement plus marqué du pH du ruisseau à l'aval immédiat de la carrière et un dépôt de sédiments plus important à 1 500 m en aval.

Les constats effectués montrent que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 5.2.2-§2 et 4 de l'arrêté d'autorisation. En particulier :

- Le rejet d'eaux pluviales du nouvel aménagement (plateforme ~~Ouest~~ ^{Est} au sein de la carrière n'est pas géré conformément à l'arrêté d'autorisation, car les eaux sont collectées par le ruisseau de l'Edmondière. Au vu des constats sur l'Edmondière, ce rejet est la principale source de pollution identifiée lors de la visite.

- Le rejet des eaux de la fosse Est a fait l'objet d'une demande de modifications des conditions d'exploitation par l'exploitant en octobre 2022 mais n'a pas été autorisé par le préfet. L'arrêté d'autorisation prévoit que les eaux du bassin tampon de la fosse ~~Est~~ ^{Ouest} rejoignent le bassin tampon de la fosse ~~Est~~ ^{Ouest}. Le tuyau de rejet présente un dépôt rougeâtre. Ce rejet peut contribuer à la

2 Équipement à disposition : pHmètre et bandelettes.

pollution constatée.

Demandes formulées à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de la situation et de son évolution défavorable, un arrêté de mesure d'urgence est proposé pour la suppression sous 8 jours du ruissellement des eaux pluviales de la plateforme Sud-Est et dans le ruisseau de l'Edmondière. Ces eaux doivent être gérées conformément à l'autorisation.

Un arrêté de mise en demeure est proposé pour la gestion des eaux de la fosse Est conformément aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation (sous 15 jours).

En outre, au vu du constat de pollution de l'Edmondière au droit de la carrière, l'inspection propose un projet d'arrêté complémentaire pour procéder sous 15 jours, puis tous les mois, à des analyses en amont de l'arrivée des eaux de la plateforme, sur et en aval (à proximité de la sortie du site). Un point de mesure au droit du bassin d'infiltration de la plateforme Ouest, autorisé par l'arrêté, est également ajouté au suivi de la carrière dans ce projet d'arrêté (fréquence trimestrielle). Les paramètres à analyser sont ceux mentionnés dans le projet d'arrêté complémentaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Arrêté de mise en demeure respect de prescriptions, Prescriptions complémentaires

Proposition de délais sur la mise en demeure : 8 jours à compter de la notification de l'arrêté d'urgence et mesures conservatoires.

N° 2 : Paramètres à analyser et valeurs limites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.3§4 et 5

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

Caractéristiques du rejet	Débits
Débit de fuite maximum (SAGE Vie et Jaunay)	5 l/s/ha
température	< 30°C
pH	5,5 < pH < 8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mg/Pt/l
Concentrations maximales en mg/l	
Matières en suspension totales (MEST)	< 35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 125 mg/l
Hydrocarbures	< 10 mg/l

Les rejets sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange. Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures, Pour les MEST, la DCO et les HCT aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

Constats :

L'exploitant procède aux analyses des paramètres suivants : pH, température, modification de la couleur du milieu récepteur³, matières en suspension, demande chimique en oxygène et hydrocarbures. **L'exploitant respecte la liste des paramètres à analyser.**

³ amont/aval du ruisseau de la Roche Guillaume

Des non-conformités sur rejets d'eau vis-à-vis des valeurs limites d'émission ont été identifiées. Les analyses du 24/03/2023 indiquent des non-conformités en matières de **pH (3,6) sur le rejet de l'extension** et en matières en suspension (**MES) sur le rejet de la fosse historique** (120 mg/l). L'exploitant a procédé par la suite aux analyses suivantes :

- 08/06/2023 : pas de non-conformité identifiée,
- 18/10/2023 : non-conformité sur les rejets de l'extension « point C – bassin de fond de carrière » en pH (3,44) et en MES (134 mg/l),
- 18/12/2023 : non-conformité sur les rejets de l'extension « point C – bassin de fond de carrière » en pH (4,08) et **en matières en suspension sur le rejet de la fosse historique « point B - lagune »** (132 mg/l)
- 12/01/2024 : seul le « point C – cuve de décantation » a fait l'objet d'un prélèvement. Les résultats d'analyse ne montrent pas de non-conformité. Le point B, non conforme lors de la mesure précédente n'a pas fait l'objet d'une nouvelle mesure.

L'exploitant ne respecte pas les valeurs limites de son arrêté d'autorisation pour le paramètre « matières en suspension » sur les eaux de la fosse Ouest.

Les prélèvements des eaux de la fosse en extension « point C » ne sont pas toujours effectués au même endroit entre 2022 et 2024 : en fond de carrière ou après la cuve de décantation (cf plans ci-dessous). Ces prélèvements doivent être effectués sur un point représentatif de la qualité du rejet **vers l'extérieur et après traitement interne**. Lors de la visite l'exploitant a indiqué travailler avec son prestataire sur la localisation définitive du point de mesure (au niveau de la cuve de décantation). **Le suivi présenté ci-dessus n'est pas conclusif sur les eaux rejetées vers le milieu en provenance de la fosse Est.**



Plan 2. Localisation du point B pour les campagnes de décembre 2022, juin 2023, octobre 2023 et janvier 2024



Plan 3. Localisation du point B pour la campagne de décembre 2023

Lors des investigations du 08/02/2024, il est identifié au sein du bassin de fond de carrière de la fosse Est un pH relativement bas (4,2). Les eaux rejetées (bassin de décantation de la fosse historique Ouest et bassin sous le tuyau des eaux de la fosse Est) présentent des pH supérieurs au seuil de 5,5 prescrit par l'arrêté⁴. Le gisement exploité contient de la pyrite (FeS_2) riche en sulfure qui s'oxyde. Le milieu s'acidifie générant une précipitation du fer (hydroxyde ferrique).

Au vu des investigations du 08/02 résumées au point de contrôle n°1 et des résultats des campagnes depuis mars 2023 présentés au point de contrôle n°2 :

- les valeurs limites d'émissions ne sont pas respectées (matières en suspension totales) ;
- l'acidification des eaux de la carrière est constatée.

⁴ Les relevés réalisés dans le cadre des investigations du 08/02/2024 sur les paramètres pH et conductivité n'entrent pas dans le suivi environnemental prescrit par l'arrêté d'autorisation.

Demandes formulées à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des non-conformités constatées sur les valeurs de rejet d'eau de la carrière, l'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant :

- de respecter les valeurs limites d'émission prescrite dans son arrêté notamment pour ce qui relève des matières en suspension sur le rejet de la fosse Ouest historique sous 1 mois.

Au vu des constats réalisés sur site, l'inspection propose un projet d'arrêté complémentaire pour :

- renforcer la liste des paramètres à analyser sur les rejets de la carrière des composés suivants : Conductivité, Arsenic, Aluminium, Cadmium, Chrome, Fer, Nickel, Plomb, Zinc, Sulfates, Sulfures.

- réaliser sous 12 mois⁵ une étude de compatibilité du milieu concernant les rejets de la carrière afin de pouvoir procéder à une étude sur une année hydrologique pour la proposition de valeurs limites d'émission et sous 18 mois⁵ une étude technico-économique en cas de non compatibilité du rejet avec le milieu pour le choix d'un dispositif de traitement rendant les rejets de la carrière acceptables par le milieu. Les discussions sur les valeurs limites d'émissions devront prendre en compte l'arrêté ministériel du 19/04/2010 en cas de classement sous la rubrique 2720 du stockage de déchets d'extraction sur site (cf point de contrôle n°5).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais sur la mise en demeure : 3 mois à compter de la notification de l'arrêté.

N° 3 : Surveillance des rejets aqueux (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale

Prescription contrôlée :

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés à l'article 5.2.3 selon une fréquence semestrielle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient trimestrielle jusqu'au retour à la normale (2 campagnes successives).

Constats :

L'exploitant a transmis les analyses réalisées entre 2022 et 2024.

Les analyses du 24/03/2023 indiquent des non-conformités en matières de pH (3,6) sur l'extension et en matières en suspension (MES) sur le rejet de la fosse historique (120 mg/l). L'exploitant a procédé par la suite à des analyses trimestrielles aux :

- 08/06/2023 : pas de non-conformité identifiée,
- 18/10/2023 : non-conformité sur les rejets de l'extension « point C – bassin de fond de carrière » en pH (3,44) et en MES (134 mg/l),
- 18/12/2023 : non-conformité sur les rejets de l'extension « point C – bassin de fond de carrière » en pH (4,08) et en matières en suspension sur le rejet de la fosse historique « point B «- lagune » (132 mg/l)
- 12/01/2024 : seul le point C « cuve de décantation » a fait l'objet d'un prélèvement, le point B, non conforme lors de la mesure précédente n'a pas fait l'objet d'une mesure. Les résultats d'analyse ne montrent pas de non-conformité.

Concernant la fréquence de mesure sur les rejets aqueux de la carrière, l'exploitant respecte cette prescription.

Demandes formulées à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément au constat du point de contrôle précédent, concernant le point C, le point de mesure doit être représentatif du rejet de la carrière au milieu et identique à chaque campagne.

Type de suites proposées : Sans suite

5 Suivant la notification de l'arrêté complémentaire

N° 4 : Surveillance du milieu (fréquence)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2015, article 5.2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance environnementale
Prescription contrôlée : Le ruisseau de La Roche-Guillaume fait l'objet d'une surveillance au moins annuelle, en amont et en aval du point de rejet, qui porte sur la mesure des paramètres ci-dessus ainsi que la conductivité.
Constats : L'exploitant a transmis les analyses réalisées les 28/04/2022, 08/06/2023, 18/10/2023 et 18/12/2023. Les points de surveillances « Point A » et « Point D » sont identifiés dans les plans ci-dessus. Hors période sèche du ruisseau de la Roche-Guillaume (amont le 18/10/2023), l'exploitant procède à la mesure de l'ensemble des paramètres identifiés à l'article 5.2.3 complétés de la conductivité. La variation de couleurs est fluctuante mais n'implique pas de variation de couleur de plus de 100 mg/Pt/l. L'exploitant respecte la fréquence de mesure imposée par l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des déchets d'extraction et caractérisation des déchets issus des bassins/cuves de décantation

Source Arrêté Ministériel	du 22/09/1994	Article 16bis-§2 1^{er} tiret
Thème Risques chroniques	Sous-thème Déchets d'extraction	
Prescription contrôlée Le plan de gestion (PGD) contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;		
Constats Les analyses réalisées par l'exploitant, et les premiers constats réalisés sur le ruisseau de l'Édmondière, indiquent des pH pouvant être inférieurs à 5,5 et la présence d'éléments traces métalliques au sein du ruisseau. Ces éléments montrent que le gisement connaît un phénomène de drainage acide qui n'était pas identifié lors de la demande d'autorisation (étude d'impact p 19 et p130 à 132). Ce constat pourrait amener à modifier la caractérisation des boues de décantation des bassins et cuves avant chaque rejet. Dans le plan de gestion des déchets d'extraction (2022-2026), ces boues n'ont pas été prises en compte (<i>seules les boues du bassin de lavage ont été prises en compte</i>).		
Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat Il est demandé à l'exploitant de procéder à la caractérisation des boues de décantation des eaux avant rejet selon les conditions de l'article 1 (et de l'annexe I) définissant les 5 critères à respecter pour considérer ces déchets comme inertes ⁶ . S'il est procédé au nettoyage de ces bassins/cuves, l'exploitant, dans l'attente des résultats de la caractérisation stocke temporairement les boues dans des conditions permettant leurs reprises pour leur traitement dans une filière autorisée selon les résultats de cette caractérisation. L'exploitant devra, au vu de la conclusion sur la caractérisation de ses boues, se positionner vis-à-vis de la rubrique 2720⁷ et de l'arrêté ministériel du 19/04/2010⁸ (notamment les valeurs limites d'émission de		

6 Critère repris dans la note ministérielle du 22/08/2011 relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières (BO-MEDDTL n° 2011/17 du 25 septembre 2011) - NOR : DEVP1121981C.

7 Installation de stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières (site choisi pour y accumuler ou déposer des déchets solides, liquides, en solution ou en suspension) : 1. Installation de stockage de déchets dangereux (Autorisation) ; 2. Installation de stockage de déchets non dangereux non inertes.

8 Arrêté du 19/04/10 relatif à la gestion des déchets des industries extractives - NOR : DEVP1010260A

l'annexe III).


De même si dans le cadre du projet d'arrêté complémentaire mentionné ci-avant, un traitement venait à être mis en place sur site (exemple : chaulage), les boues devront être caractérisées et leur éventuel stockage sur site à classer sous la rubrique 2720 selon les résultats de la caractérisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective **sous 3 mois**

Annexe I. Planche photographique – inspection du 08/02/2024

Sens des photos du Sud au Nord (dans le sens d'écoulement du ruisseau de l'Edmondière :)

 <p>Photo 1. Vue vers le Sud (amont)</p>	 <p>Photo 2. Vue sur la plateforme depuis l'Edmondière</p>	 <p>Photo 3. Dépression en contre bas de la plateforme (pH : 2,64 – Conductivité : 2 150 μS/cm)</p>
 <p>Photo 4. Vue vers le Sud</p>	 <p>Photo 5. Vue vers le Sud à proximité du passage de la piste</p>	 <p>Photo 6. Buse passant sous la piste coté Sud</p>
 <p>Photo 7. Vue vers le Nord (aval)</p>	 <p>Photo 8. Arrivée du rejet de la fosse Est dans le ruisseau de l'Edmondière</p> <p>Edmondière : pH 3,17 – Cond. 1 360 μS/cm et Rejet : pH 6,07 – Cond. 540 μS/cm</p>	 <p>Photo 9. Vue vers l'aval</p>